

Unité Départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 7 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI

7 Rue des Métiers
35730 Pleurtuit

Code AIOT : 0005502158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2022 dans l'établissement BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI implanté LA ROCHE 22160 CALANHEL. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI
- LA ROCHE 22160 CALANHEL
- Code AIOT : 0005502158
- Régime : Autorisation

L'exploitant, la société SAS CARRIERES DE BRANDEFERT, est autorisé depuis 1975 à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Calanhel.

Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes issus de chantiers de travaux-publics.

Un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 14 mars 2006 et modifié le 18 juin 2008 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

L'objectif de cette inspection consiste à contrôler la mise en conformité de l'exploitation par rapport à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 novembre 2020. Cet arrêté porte essentiellement sur la thématique des rejets aqueux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux ;
- les émissions sonores ;
- les émissions de poussières ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Porter à connaissances	AP de Mise en Demeure du 04/11/2020, article 3
2	Canaliser les eaux	AP de Mise en Demeure du 04/11/2020, article 2
3	Rejet aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/11/2020, article 1
4	la surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.5
5	les retombées des poussières	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 4 novembre 2020, la société SAS CARRIERES DE BRANDEFERT s'est mise en conformité par rapport aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure . Il est donc proposé au Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissances

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2020, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'amphibolites au lieu-dit « La Roche » à CALANHEL, est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un mois, la disposition de l'article 1.8.1. de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 : « Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires. »
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 16 avril 2021 portant sur la modification du système de traitement des eaux et du point de rejet de la carrière. Dans son dossier, l'exploitant précise qu'il a mis en œuvre des aménagements sur son site pour améliorer sa gestion des effluents aqueux. Ainsi, il a mis en place des canalisations et des pompes permettant de diriger les eaux pluviales du site vers 3 nouveaux bassins de décantation. Ces bassins sont situés sur la plateforme supérieure du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Canaliser les eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Canaliser les eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'amphibolites au lieu-dit « La Roche » à CALANHEL, est mise en demeure de respecter, sous 1 semaine, la disposition de l'article 4.5.1. de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 : « Les eaux recueillies sur le carreau de la carrière (eaux de pluie et eaux d'exhaure) sont canalisées. Elles sont soit orientées vers les installations de lavage fonctionnant en circuit fermé, soit dirigées vers au moins un bassin de décantation avant rejet dans le ruisseau de Calanhel. »
Constats : Lors de l'inspection, il a pu être constaté que les eaux pluviales étaient dirigées vers un bassin de décantation conformément au porter à connaissance du 16 avril 2021. Une fois le bassin de décantation rempli, les eaux pluviales se versent dans le second puis le troisième bassin de décantation. Par la suite, les eaux pluviales situées dans le troisième bassin se précipitent dans une cascade artificielle avant de passer dans l'unique point de rejet. Cette cascade a pour objectif d'oxygéner l'eau avant son rejet dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejet aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'amphibolites au lieu-dit « La Roche » à CALANHEL, est mise en demeure de respecter, sous 24 heures, la disposition de l'article 4.5.2. de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 : « Le point de rejet est unique pour toute la carrière, facilement accessible et clairement repéré. Il est équipé d'un canal de mesure du débit, d'un dispositif de prélèvement et d'un moyen d'obturation rapide ou de moyens équivalents. Aucun rejet direct vers le milieu naturel n'est autorisé. »
Constats : Lors de l'inspection du 31 août 2022, il a été constaté que le site dispose d'un unique point de rejet. Ce point de rejet est pourvu d'équipements tels qu'un canal débitmètre et une valve guillotine qui permet d'obturer le rejet en cas d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : la surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.5			
Thème(s) : Risques chroniques, la surveillance des eaux rejetées			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Valeurs admissibles pour les eaux rejetées : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :			
Paramètre	Concentration maximale	Norme applicable	Fréquence
pH	6,5 - 8,5	NFT 90 008	Mensuelle
Conductivité	<i>Pour information</i>		<i>Mensuelle</i>
MES	25 mg/L	NF EN 872	Mensuelle
Hydrocarbures	10 mg/L	NFT 90 114	Trimestrielle
DCO	125 mg/L	NFT 90 101	Trimestrielle
Fer+Al	5 mg/L	FDT 90 119 et NFT 90 017	Trimestrielle
<p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Surveillance : Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.5.3 est réalisé par l'exploitant selon la périodicité prévue par le tableau.</p> <p>Observation 2020-4 : l'exploitant doit contrôler le respect des valeurs admissibles pour les eaux rejetées sur les paramètres Hydrocarbures, DCO et Fer+Al selon la fréquence trimestrielle prévue.</p>			
Constats : L'exploitant réalise des contrôles de ses eaux à une fréquence mensuelle. Cependant, il a été constaté que les contrôles réalisés entre les mois de février et d'août 2022 portent uniquement sur les paramètres de base à savoir le pH, la conductivité et les matières en suspensions. Le contrôle de janvier 2022 porte sur l'ensemble des paramètres comprenant les hydrocarbures, la DCO, le fer et l'aluminium. Lors de l'inspection, il a été soulevé une difficulté organisationnelle entre l'exploitant et le laboratoire qui envoie et analyse les échantillons. Cette difficulté n'a pas permis d'analyser les bon paramètres lors des fréquences trimestrielles. Post inspection, l'exploitant a remédié à cette anomalie et a procédé à l'analyse de ses effluents aqueux sur l'ensemble des paramètres lors des 3 derniers mois de l'année 2022. Ces 3 analyses démontrent le respect des valeurs limites sur l'ensemble des paramètres des eaux rejetées.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 5 : les retombées des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, les retombées des poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés, couverts ou placés à proximité d'écrans végétaux. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Elles sont arrosées autant que nécessaire. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Une mesure des retombées des poussières aux abords les plus exposés du site est réalisée tous les ans pendant les périodes d'activité, selon la procédure normalisée.
Constats : L'exploitant a assuré le suivi des retombées atmosphériques totales par jauges dans le cadre du plan de surveillance des émissions de poussières. Pour ce faire, l'exploitant a donc réalisé une campagne de mesures sur l'année 2022 : - du 12/04/22 au 18/05/22 ; Lors de cette campagne, 8 stations de mesures dont la station témoin ont été implantées sur le site et à proximité. La conclusion du rapport est la suivante : "Conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994, l'étude réalisée montre que les valeurs relevées lors de cette campagne de mesures de retombées atmosphériques n'atteignent pas les 500 mg/m ² /jour pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet